

## Document d'information sur la campagne d'allocation pour l'épicerie et les besoins de base

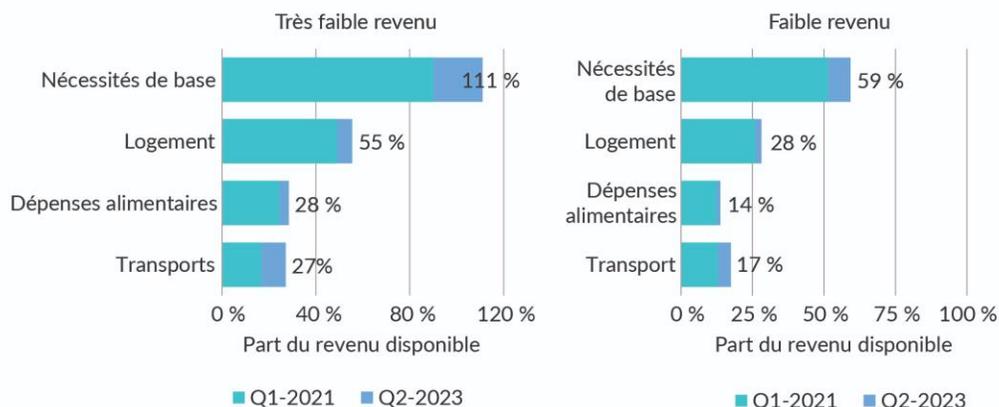
### Contexte

Avant la pandémie, il y avait un peu plus de 1 million de visites dans les banques alimentaires par mois. En 2024, ce nombre a bondi à près de 2 millions, et nous prévoyons que ce nombre pourrait continuer d'augmenter.

Cet afflux massif de clients des banques alimentaires découle des millions de Canadiens qui peinent à suivre la hausse du coût de l'épicerie et des produits essentiels. Ce n'est pas une surprise pour les gouvernements, qui sont bien conscients que près de 9 millions de personnes au Canada sont en situation d'insécurité alimentaire (dont plus de 2 millions d'enfants).

Si nous étudions en profondeur le sujet, nous constatons que ce problème ne découle pas du manque d'effort des personnes à faible revenu au Canada. Pour les deux quintiles de revenu les plus bas, le coût des produits essentiels comme la nourriture, le logement et le transport représente une grande partie du budget des ménages. Des millions de Canadiens consacrent maintenant plus de 100 % de leur revenu à des produits essentiels (le logement, la nourriture et le transport).

FIGURE 1. L'AUGMENTATION DES PRIX DES NÉCESSITÉS DE BASE FAIT FONDRE LE REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU



Source : Calculs de l'IRPP à partir des Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages de Statistique Canada (Tableau 36-10-0662-01)

Notes : Dépenses présentées pour les deux quintiles de revenus les plus bas des ménages, en tant que part du revenu disponible avant transferts gouvernementaux. Les quintiles de revenu sont basés sur le revenu disponible des ménages rendu équivalent. Les frais de logement comprennent le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et les autres combustibles. Les dépenses des ménages pour les nécessités de base comprennent la nourriture achetée dans les magasins, les transports et le logement. Les dépenses alimentaires comprennent les aliments achetés dans les magasins et les boissons non alcoolisées. La somme des colonnes peut ne pas correspondre au total en raison des arrondis.



Les familles qui consacrent maintenant la totalité ou la majeure partie de leur revenu aux frais de logement, de nourriture et de transport doivent encore assumer d'autres coûts fixes comme les factures d'Internet et de téléphone, le remboursement de la dette et les frais de garde d'enfants.

### **Pourquoi le gouvernement doit-il intervenir?**

Malgré l'atténuation des pressions inflationnistes dans l'ensemble, l'inflation alimentaire a largement dépassé les autres coûts et a laissé des familles partout au pays avec des salaires qui ne leur permettent pas de payer ces nouveaux prix. Comme les ménages consacrent une partie, la totalité de leur revenu ou plus aux produits les plus essentiels, de plus en plus de gens sautent des repas, s'endettent et perdent petit à petit leur dignité.

Plus que toute autre chose, les versements de transferts constituent la principale police d'assurance contre la pauvreté. En ce qui concerne les versements de transferts, il incombe au gouvernement de veiller à ce qu'aucune personne ne vive dans la pauvreté malgré tous ses efforts. À l'heure actuelle, les gouvernements ne remplissent pas leur rôle.

Comme le démontrent l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), le Supplément de revenu garanti (SRG) et la Sécurité de la vieillesse (SV), les transferts de revenus constituent un moyen très efficace de réduire l'insécurité alimentaire. Selon des estimations récentes, l'ACE a permis de réduire l'insécurité alimentaire d'environ 5 % (et potentiellement jusqu'à 9 %).

Malheureusement, les hausses du remboursement de la TPS instaurées depuis la COVID-19 n'ont eu qu'un effet modeste sur l'allègement de la pression exercée sur les ménages à faible revenu. Le remboursement pour l'épicerie mis en place en 2023 n'a permis de régler qu'une petite partie du problème en ajoutant un soutien d'environ 20 \$ par mois par adulte, malgré des augmentations de coûts d'environ 130 \$ par mois par famille.

Les récents efforts visant à stimuler la concurrence dans le secteur de l'épicerie sont utiles pour favoriser la modération des prix, mais il est peu probable qu'ils entraînent une baisse de prix suffisante pour répondre aux besoins des personnes à faible revenu.

Même si le taux de chômage est revenu aux niveaux d'avant la pandémie, un emploi est insuffisant pour résoudre la situation de vulnérabilité fondamentale à laquelle font face les travailleurs pauvres. Par exemple, il existe un écart d'environ 8,50 \$ l'heure entre le revenu nécessaire pour couvrir les besoins de base et le salaire minimum offert en Ontario.



## Notre campagne

Depuis des années, Banques alimentaires Canada fait tout en son pouvoir pour mettre en lumière l'augmentation des visites dans les banques alimentaires. Causée par des décennies de négligence politique et aggravée par les récentes pressions inflationnistes, l'insécurité alimentaire au Canada n'a jamais été aussi élevée.

Malgré le besoin urgent d'aide, alors que des millions de Canadiens peinent à se nourrir tous les jours, les gouvernements continuent de réduire les dépenses et d'ignorer la crise qui se déroule sous leurs yeux.

Bien que certains plans à long terme pour régler des problèmes comme le logement abordable aient été annoncés récemment, très peu de mesures sont prises pour aider les personnes qui éprouvent des difficultés en ce moment. Nous ne pouvons pas continuer à ignorer ce problème et attendre que la tempête passe. Il ne s'agit pas d'un problème temporaire – il s'agit d'un problème de longue date et systémique qui exige que tous les ordres de gouvernement prennent des mesures.

L'allocation pour l'épicerie et les besoins de base est un exemple du genre d'aide dont les Canadiens ont besoin de la part des gouvernements aujourd'hui. Il s'agit d'une solution rapide et efficace qui permet aux personnes à faible revenu au Canada de toucher vraiment de l'argent. Cet argent peut être utilisé pour aider les personnes qui ont eu de la difficulté à assumer leurs frais de nourriture, de logement, de services publics, de garde d'enfants et de soins de santé. Il est temps pour les gouvernements de faire preuve de leadership et d'aider les Canadiens à se procurer les produits les plus essentiels dont ils ont besoin.

Avec le soutien du réseau de banques alimentaires et des gens de l'ensemble du pays, notre pétition demandant la prise de mesures urgentes a recueilli plus de **65 000** signatures. Les Canadiens ont aussi envoyé plus de **25 000** lettres à leurs députés pour demander la mise en place de l'allocation pour l'épicerie et les besoins de base.



## **Comment fonctionnerait l'allocation pour l'épicerie et les besoins de base?**

Le gouvernement offre déjà un remboursement trimestriel non imposable de la TPS/TVH pour compenser le coût des impôts que les ménages à revenu faible ou modeste paient.

L'allocation pour l'épicerie et les besoins de base reformerait cette politique en versant 1 800 \$ par année par adulte et 600 \$ par enfant sous forme de paiements mensuels pour donner plus de stabilité aux bénéficiaires.

L'objectif serait d'offrir un soutien au plus grand nombre de ménages en difficulté possible, en particulier ceux qui sont moins souvent ciblés, notamment les adultes célibataires et les adultes qui travaillent.

L'analyse économique et stratégique a été effectuée par Gillian Petit, qui a conclu que le crédit pour la TPS/TVH est la meilleure option pour atteindre un large éventail de types de familles, notamment les adultes sans enfant et les personnes sans emploi.

Selon les calculs de M<sup>me</sup> Petit, l'allocation proposée atteindrait environ 9,7 millions de familles avec un coût supplémentaire estimé pour le gouvernement fédéral d'environ 11 milliards de dollars par année.

## **Ressources**

Note d'information : [Allocation pour l'épicerie et les besoins de base : Aider les personnes à faible revenu à combler leurs nécessités quotidiennes](#)

Analyse économique : [Improving Access to Food and Essential Needs: \(Améliorer l'accès à la nourriture :\) Options for a More Generous Cash-Transfer Benefit \(Options pour une allocation plus généreuse\)](#)

Page de la pétition de Banques alimentaires Canada (BAC) : [Participez à l'appel au changement – Banques alimentaires Canada](#)

Page Envoyer une lettre de BAC (aussi la page de la campagne d'allocation pour l'épicerie et les besoins de base) : [Une allocation pour l'épicerie et les besoins de base au Canada – Banques alimentaires Canada](#)

